

*Initiatives ministérielles*

L'an dernier, 85 000 sociétés rentables n'ont pas payé un sou d'impôt.

**Une voix:** Ce n'est pas juste.

**M. Fulton:** Quatre-vingt-cinq mille sociétés rentables. Or, à qui le gouvernement s'en prend-il?

C'est bien évident, monsieur le Président. Il a tenté de récupérer les pensions de vieillesse et les allocations familiales. D'après Statistique Canada, les réductions du programme de l'assurance-chômage vont faire que 130 000 travailleurs, surtout des travailleurs saisonniers, n'auront désormais plus droit à des prestations. Par suite des coupures de services annoncées aujourd'hui, des localités ne seront plus desservies par VIA Rail. Qui en profite le plus? Qui est favorisé dans cette affaire? Nul besoin de chercher bien loin. Les 150 sociétés qui ont financé la lutte menée contre les libéraux et les néo-démocrates lors des dernières élections et qui ont subventionné les conservateurs pour l'Accord de libre-échange, se tirent fort bien d'affaires. Ces sociétés qui n'ont pas à sacrifier au fisc. . .

**Une voix:** Ce sont des sociétés parasites.

**M. Fulton:** C'est exact. M. David Lewis a créé l'expression «sociétés parasites» à la Chambre même, il y a une vingtaine d'années de cela. Le gouvernement d'en face donne vraiment un triste exemple. L'idée d'ensevelir les agriculteurs sous le fardeau de leurs dettes et de leur extorquer davantage d'argent devrait nous donner la nausée.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. Charles Mayer (ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et ministre d'État (Céréales)):** Monsieur le Président, je pense qu'il y a toujours des idées qui passent par la tête qu'on le veuille ou non quand on regarde ce qui se passe ici cet après-midi, même si je ne vois pas pourquoi on regarderait ce qui s'y passe compte tenu de ce qu'on a vu cet après-midi, j'imagine que c'est un sentiment de tristesse qui me pousse à parler.

Nous n'avons rien appris au sujet de ce projet de loi. On a lancé toutes sortes de contre-vérités qu'on a voulu faire passer pour des réalités. Ce n'est pas faire honneur à un système qui fait notre fierté à beaucoup d'entre nous. Bien sûr nous ne sommes pas parfaits au gouvernement, et il est bien certain que quand on demande à des gens de payer des choses qu'ils avaient pour rien auparavant, ils ne sont pas contents. Cela nous le savons. Il n'y a pas un gouvernement qui aime augmenter les impôts ou réduire les dépenses publiques. Mais dans la situation où se trouve le pays, il y a des choix difficiles qu'on ne peut éviter. Celui-ci en est un.

Il est intéressant d'écouter nos vis-à-vis—et il n'y a absolument rien de péjoratif dans mes propos—mais aucun d'eux n'est agriculteur. Ils interviennent et ils parlent de choses dont ils ignorent tout. Malheureusement, leurs propos sont tout à fait insensés, et peut-être que de leur propre point de vue, c'est tout aussi bien qu'ils ne sachent pas ce qu'ils disent, car sinon, ils s'abstiendraient probablement de faire des déclarations de ce genre.

Permettez-moi, si possible, de mettre les choses au point. À entendre les députés d'en face, on penserait qu'un programme prévoyant des paiements anticipés pour 15 à 20 p. 100 des agriculteurs de l'Ouest et chose certaine, moins de 10 p. 100 des agriculteurs des autres régions du pays, ne pourrait qu'entraîner la faillite totale de l'exploitation agricole familiale. C'est tout à fait ridicule. Manifestement, le projet de loi va poser des problèmes pour les gens qui ont à payer de l'intérêt. Cependant, il y a un autre côté à la médaille. Pensez aux dommages causés par des taux d'intérêt qui ont grimpé jusqu'à 22, 23 et 25 p. 100 en 1982. Nous nous remettons à peine de cette situation dans le secteur de l'agriculture. Pourtant personne n'en parle.

Les personnes associées au domaine agricole savent que nous fonctionnons tous grâce à des emprunts. Si l'on veut faire souffrir les producteurs agricoles, la meilleure façon de s'y prendre, c'est de hausser les taux d'intérêt. Qu'on laisse augmenter les taux d'intérêt au Canada et vous entendrez l'opposition lancer de hauts cris. Si cela se produit, l'opposition aura une bonne raison de protester. Il est vrai que les agriculteurs devront payer un peu plus pour certains des programmes, mais nous sommes convaincus que sans cela, nous risquons de mettre à mal non seulement l'agriculture, mais toute l'économie canadienne.

Je le répète, entre 15 et 20 p. 100 de tous les agriculteurs de l'ouest du Canada se sont prévalus de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies. Les chiffres exacts sont difficiles à calculer, mais probablement moins de 5 p. 100 des autres agriculteurs l'ont fait. Vous parlez des producteurs de maïs de l'Ontario. Il y en a 25 000. Savez-vous combien utilisent le programme? À peu près 500.

Si vous êtes un de ceux-là, vous serez touché, c'est évident. Mais c'est ridicule de prétendre que ce changement va mettre fin au programme. Les députés de l'opposition ne défendent pas leurs intérêts ni ceux de la Chambre quand ils font des déclarations comme celles que nous avons entendues cet après-midi. D'ailleurs, si le projet de loi est à ce point mauvais, adoptez-le et laissez-nous en porter l'odieux aux yeux des agriculteurs. Vous pouvez nous pointer du doigt et dire: «C'était une mauvaise loi. Nous vous avons laissé l'adopter. Allons l'expliquer au public». De plus, vous devriez savoir que cela ne met pas fin au programme de paiements anticipés. Con-